



Le financement du budget de l'Union européenne est sous pression. La dynamique «I want my money back» peut donner lieu à une potentielle perte budgétaire de 28,9 milliards d'euros du à des rabais.

2012/27  
22 | 11 | 2012



Le nouveau budget de l'Union européenne sera négocié les prochains jours à Bruxelles. Itinera a analysé les contributions des différents États membres et a fait une comparaison par rapport à leur capacité fiscale.

Remarquablement, une **majorité de contributeurs nets ont déjà négocié un régime d'exemption** en ce qui concerne leur contribution.

Par exemple, le Royaume-Uni bénéficie d'une ristourne permanente qui est apparue lorsque Margaret Thatcher a fait valoir que son pays, par rapport à la France, bénéficiait beaucoup moins du budget européen notamment en terme de subventions agricoles. Ces dernières années, cet exemple a été suivi par des pays tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et l'Autriche. Les ristournes de ces pays sont renégociées à chaque cycle budgétaire. En ce moment le Danemark tape du poing sur la table pour négocier un rabais.

Si nous examinons de plus près les chiffres, il apparaît que la contribution par habitant est la plus élevée pour le Luxembourg, mais cela s'explique car le revenu par habitant y est le plus élevé. En outre, il y a aussi des pays où le revenu par habitant est le même, mais où les contributions par habitant varient énormément. **La Belgique, par exemple, paie environ 250 euros par habitant de plus que le Royaume-Uni.** La même chose s'applique au Danemark par rapport à l'Irlande.

Itinera démontre que si les États membres poursuivent une comparaison basée sur la position relative en termes de revenu par habitant et de l'actuelle contribution par habitant, et qu'avec

cela ils négocient des remises, cela pourrait résulter pour toute l'Union européenne en **une perte de ressources budgétaires de 28,9 milliards d'euros**.

Une forte dynamique est présente dans laquelle chaque pays se concentre sur sa soi-disant contribution nette ce qui peut faire en sorte que l'Union européenne aura à l'avenir encore plus de difficultés pour accomplir ses tâches. Du moins, il est recommandé de prêter attention là où l'argent est utilisé au lieu de simplement porter le regard sur sa propre balance comptable. Tout comme pour un État membre individuel comme la Belgique, la nécessité existe aussi pour l'Union européenne d'inclure dans son budget une logique axée sur la performance. On peut se demander dans quelle mesure cela changerait si à l'avenir le niveau européen bénéficiait de plus de ressources propres.

**Pour plus d'informations** lisez le rapport sur [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)

**Pour des informations plus détaillées**, contactez Ivan Van de Cloot, économiste en chef Itinera: 0478/43 47 17

Pour une croissance économique  
et une protection sociale durables